

La campagne des présidentielles fait sa rentrée. Quelle place pour l'école ?

Pierre Frackowiak

Dans sa lettre électronique au titre du **CREA (Cercle de Réflexion sur Eduquer et Apprendre)**, un site pédagogique qui mériterait une large exploitation, **Jean-Pierre Lepri**, son fondateur et rédacteur, aime reprendre des citations d'auteurs divers et variés sur l'éducation. Ses choix sont souvent provocateurs, parfois dérangeants pour le conservatisme qui sommeille toujours dans nos gènes d'enseignant, d'inspecteur, de parent.

Dans sa lettre de rentrée, sous le titre « Il faut sauver le soldat école », l'une de ses citations m'a particulièrement interpellé en tant qu'ancien militant syndical, politique, pédagogique, d'éducation populaire. Elle est attribuée à **Albert Einstein** :

La folie est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent.

A la veille d'une campagne électorale qui se présente sous de bien mauvais augures pour l'éducation, cette forte pensée devrait nous réveiller et surtout réveiller les penseurs des candidats qui ont du mal à se débarrasser de leurs oripeaux d'excellents élèves à qui toutes les méthodes, même les pires, et surtout l'influence éducative de leur entourage hors l'école, ont permis de réussir.

Certes, on sait que, depuis un certain temps, l'école ne figure plus dans les projets de programmes électoraux, l'éducation n'est plus une priorité, encore moins la priorité des priorités comme on pouvait le lire dans les projets de politique éducative durant quelques dizaines d'années, sur l'ensemble de l'éventail politique. Pourtant l'école est en crise, les résultats sont décevants, l'impact sur l'évolution d'une société qui se dégrade et se fracture, est moins que faible. Pourtant, les « réformes » se sont succédées, certaines avec des titres ronflants : l'éducation prioritaire, refonder l'école, l'école du 21ème siècle, etc. Rien n'a changé. Dans le même temps, l'édition d'ouvrages consacrés à l'éducation a chuté, le nombre de lecteurs/acheteurs a baissé, les journalistes spécialisés en éducation, dans les grands journaux quotidiens, les magazines, les chaînes de télévision, ont disparu des rédactions. Il semblerait bien que les taux de syndicalisation chez les enseignants et de participation aux réunions se soit amoindri. Il en serait de même pour les fédérations de parents d'élèves, laissant la place à des associations indépendantes locales, créées pour des actions de protestation contre des situations particulières. Un marasme général qui favorise le jeu de ceux qui ne veulent pas remettre en cause les systèmes et leurs certitudes. « Qui ne pense pas rampe, écrivait **Victor Hugo**, et c'est pire ».

On peut honnêtement considérer, au risque d'être contesté par les historiens de l'éducation reconnus comme **Claude Lelièvre**, que pour toute la période qui s'est étirée après la crise de 1968 jusqu'à ce jour, l'école n'a connu que 2 vraies tentatives de changement en profondeur : la rénovation pédagogique des années 70, portée par la droite et la refondation de l'école avec le concept d'élève au centre du système, portée par la gauche.

La rénovation pédagogique des années 1970 : nouveaux programmes avec le tiers temps pédagogique, une volonté de commencer un décroisement des disciplines scolaires avec les activités d'éveil, la rénovation de l'enseignement du français, même si les propositions de base issues des travaux de l'INRP ont été un peu édulcorées par crainte de l'opposition des tenants des pratiques traditionnelles, dont on ne cessait de dire bêtement qu'elles avaient fait leurs preuves, un plan considérable de formation continue des instituteurs afin de faciliter la mise en œuvre de la rénovation (avec un bémol : la reformation des professeurs d'École Normale qui encadraient les stages n'avait pas été prévue). J'avais participé moi-même à un stage de formation continue à l'École Normale d'Arras pour les instituteurs, durant 3 mois, en étant remplacé dans ma classe. Il m'est arrivé à l'époque d'écrire une tribune sur le thème « il serait déjà révolutionnaire d'appliquer les textes d'un gouvernement de droite » qui avait fait hurler mes camarades, de gauche ou d'ailleurs, dont la résistance au changement était évidente.

La « loi Jospin » de 1989 annonciatrice d'un grand virage pour le système éducatif ou du moins de l'amorce d'un possible grand virage. De nouveaux programmes donnant, enfin, une place plus importante aux compétences qu'aux savoirs factuels. Un nouveau système d'évaluation pour remplacer les désastreux classements du 1^{er} au dernier de chaque classe, dès le CP, avec des notes très discutables. Les directives n'ont pourtant pas empêché des collègues de quantifier chaque item du nouveau livret scolaire pour revenir « en douce » au classement. Elles n'ont pas pu éviter non plus les dangers de l'évaluationnisme, cette maladie du système qui n'a fait que s'amplifier depuis. Mais un élan était donné. La création des IUFM et l'accord pour élever les salaires des enseignants du premier degré au niveau du second degré, affichant ainsi leur égale dignité. Les contrats éducatifs locaux ont été des ouvertures très fortes pour la mobilisation de l'intelligence collective de tous les acteurs de l'éducation. Ils permettaient d'envisager une fenêtre pour le développement des réseaux d'échanges réciproques des savoirs, **les RERS de Claire Heber-Suffrin et ses amis**, et pour une relance des mouvements d'éducation populaire comme **la Ligue de l'Enseignement**, celle de Jean Macé, qui est devenue au fil du temps une société de services sans impact sur la société, alors qu'elle a un rôle historique à jouer dans la construction de l'école du futur.

Ni l'une ni l'autre n'ont été complètement appliquées et suivies. Le reste n'a été que corrections aux marges, retours en arrière, création de dispositifs transformés ou supprimés par le ministre suivant, retour à la responsabilisation des enfants qui ne travaillent pas assez alors qu'ils ne savent pas ce que signifie « travailler à l'école », et de leurs parents qui ne font pas leur travail de répétiteurs. Retour à l'élitisme républicain revendiqué finalement aussi bien à droite qu'à gauche. Seuls, peut être, quelques hommes politiques lucides et courageux ont accepté de ne pas tout mettre par terre de ce qu'avaient fait la droite en 70 et la gauche en 89. **François Bayrou** a changé quelques termes pour s'approprier la politique précédente mais sans vraiment la remettre en cause. **Alain Juppé** et **Xavier Darcos** ont su être plus mesurés que les partisans du retour brutal au passé. A gauche, **Vincent Peillon** et son principal conseiller, **Jean-Paul Delahaye** ont soulevé des espoirs et de nouveaux enthousiasmes, mais les conservateurs de tous bords ont eu raison de leurs intentions, profitant de quelques erreurs pour renvoyer Vincent Peillon aux oubliettes.

Ni l'une ni l'autre n'ont mobilisé de grands combats pour leur développement. Les ministres successifs, trop nombreux, ont toujours recherché à inventer des réformes qui n'en étaient pas et dont la plupart ont été oubliées

La satisfaction des revendications quantitatives toujours coûteuses n'a rien changé non plus. Réduire les effectifs des classes, voire même, les dédoublements de classes entières (au CP par exemple) n'a rien changé. On fait toujours de la même chose avec 10 élèves qu'avec 20, certes en prenant plus de temps, en individualisant davantage la relation maître /élève, en sollicitant mieux l'attention des élèves, mais sans changer au fond de modèle pédagogique. « Tu n'as pas compris ? Pourtant je t'explique ! », ce qui ne veut pas dire que l'élève construit son savoir et sa compétence par une démarche active. **Célestin Freinet** le disait déjà au début des années 1920. Et **Philippe Meirieu** le démontrait avec force dans un livre majeur, en 1985 « Apprendre, oui, mais comment ? »

Il est alors facile pour les ultra conservateurs de clamer que , si les résultats de notre système scolaire sont en baisse, c'est le résultat du développement imposé de pratiques pédagogiques nouvelles, de réformes insensées, de l'abandon de ces fameuses vieilles méthodes qui auraient fait leurs preuves. Or les nouvelles politiques annoncées depuis les années 1970 n'ont jamais été réellement, sérieusement, appliquées, accompagnées, évaluées. Les déclarations négatives souvent violentes et catégoriques prêteraient à rire pour ceux qui connaissent bien les réalités du terrain, les pensées profondes des enseignants, les pressions des familles massivement conservatrices et une presse qui se complaît trop souvent dans la démagogie, l'entretien de la nostalgie, le rejet du progrès en éducation, l'ignorance de la prospective en matière de société. On remarquera que les catalogues de revendications quantitatives toujours renouvelés ne sont jamais assortis d'engagements pour changer. **On veut toujours plus, mais sans rien changer.** Pour bien de prétendus progressistes, il serait choquant, par exemple, de poser des conditions pour une augmentation massive des salaires des enseignants français : d'accord pour cette augmentation à condition de travailler autrement et de permettre le contrôle de la réalité du changement. Serait-ce scandaleux ? Et pourquoi ?

Ceci dit, il est vrai que l'exercice du métier d'enseignant est devenu de plus en plus difficile, lourd, compliqué, avec une pression accrue de la technocratie (et donc d'une hiérarchie qui s'est progressivement déshumanisée) et des parents, avec une perte de sens au fil de pseudo-réformes exigeantes. La satisfaction de toutes les revendications ne résoudrait pas les problèmes de fond du système. Il faudrait avoir le courage et l'honnêteté de le dire et d'approfondir la réflexion collective. On pourrait d'ailleurs légitimement se demander pour quelles raisons, quand on analyse les causes de l'échec scolaire, on n'aborde jamais la question des pratiques elles-mêmes. On parle des conditions de travail (effectifs, moyens), des écarts sociaux, des pratiques parentales, mais jamais des pratiques pédagogiques en classe et des pratiques culturelles et sociales autour de l'école. Comme si, finalement, le modèle pédagogique utilisé (la transmission, l'explication magistrale, la mémorisation) était universel, éternel, indiscutable.

Dans le même ordre d'idées, si l'on admet qu'il faudrait faire du neuf, il faudrait creuser un peu plus les constats de l'abandon des projets potentiellement vraiment novateurs : les propositions de Jean Zay, le plan Langevin Wallon, la rénovation pédagogique des années 1970, le projet d'école fondamentale de la FEN, la loi Jospin, l'idée de refondation. Non seulement, elles ont été abandonnées, ignorées par les ministres qui suivaient ces époques et qui voulaient imposer leurs réformes personnelles, le plus souvent en succombant aux résistances conservatrices. Pas toujours pour des raisons idéologiques. Il faut bien reconnaître qu'en matière d'école, le conservatisme est

terriblement bien réparti dans tous les partis politiques. Peut-être même encore plus fortement chez les extrêmes, « ultra moyenologues » ou « ultra réactionnaires ».

On ne pourra pas se sortir de cette situation si l'on n'a pas le courage de lancer notre pays tout entier dans une véritable refondation, sur des bases résolument nouvelles avec une vision prospective sérieuse et une construction démocratique associant tous les partenaires potentiels de l'école. Il ne suffira pas de satisfaire tout ou partie des revendications corporatives, en occultant le déficit budgétaire, de faire de belles déclarations sur l'amour de l'école, de redonner un peu d'estime de soi aux élèves et aux enseignants, de rappeler les grandes valeurs républicaines en sachant qu'elles ne sont pas ni dans les programmes disciplinaires qui étouffent les pratiques quotidiennes, ni dans les outils des enseignants. On ne cesse de dire que la transmission des savoirs inclut naturellement la construction des compétences et des valeurs. **On ment. Pour se faire plaisir et pour éviter les changements de fond indispensables pour l'avenir de la société.**

Or, les idées existent. **Nos grands philosophes, sociologues, pédagogues, et même quelques hommes politiques, visionnaires et libérés du court-termisme mortifère, les présentent depuis longtemps.** Le malaise c'est que l'on s'extasie facilement sur ces idées, mais que l'on est jusqu'à présent incapables de les mettre en œuvre. Le malicieux et très intéressant **Edgar Faure** disait en 1969 (citation de mémoire, approximative) : « Le conservatisme nous poursuit, et on ne sait comment l'arrêter ».

Pour ne prendre qu'un exemple, celui d'**Edgar Morin**, j'ai été à la fois très ému par sa disparition, touché par la beauté des hommages unanimement rendus à sa mémoire, et profondément choqué par le fait que personne n'a osé déclarer que ses « sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur » n'ont pas pu recevoir la moindre preuve de l'esquisse d'une prise en compte. C'est pourtant de là, de ces évidences explicitées, que devrait partir tout vrai projet de refondation de l'école. Le terme re-fondation était pourtant et est toujours, très clair. **Re-fonder, c'est reprendre les finalités avec les valeurs, les objectifs généraux nécessairement transversaux, la pédagogie. Voir comment les grandes idées peuvent se traduire, se concrétiser, se réaliser, dans la vie quotidienne des classes, des établissements, des villages et des quartiers.** Admettre que ces grandes idées sont incompatibles avec la fragmentation des savoirs dans les disciplines hermétiquement cloisonnées et que l'ensemble du système éducatif doit s'élever pour « enseigner la condition humaine, l'identité terrienne, affronter les incertitudes, enseigner la compréhension, l'éthique du droit humain » (quelques sous-titres du livre d'Edgar Morin, adopté et diffusé par l'UNESCO)

Dans un autre ouvrage diffusé par l'UNESCO, **Jacques Delors** synthétisait les problèmes en décrivant les 4 piliers de l'éducation : apprendre à faire, apprendre à apprendre, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble.

Il est bien évident hélas que notre système éducatif est loin d'avancer dans ces directions actuellement. Qu'en sera-t-il demain après les élections présidentielles, déterminantes pour l'avenir du pays et de l'éducation ?

Le risque est grand que l'on soit contraint de vivre à nouveau avec des responsables maîtrisant bien une danse célèbre : 2 pas en avant, 3 pas en arrière.

Espérons que les nouveaux ouvrages progressistes annoncés (voir la bibliographie ci-dessous), nous aideront à garantir la solidité des pas en avant et leur pérennisation, au-delà des nocives alternances politiciennes.

Pierre Frackowiak
Inspecteur Honoraire de l'Éducation Nationale

Ouvrages récents à étudier

- Parions sur l'école. Philippe Meirieu et Djéhanne Gani. Café Pédagogique. Éditions de l'Aube. 2026

- Coopérer pour apprendre : Claire Héber Suffrin. Éditions Chronique Sociale. 2026

Ouvrages anciens à lire ou à relire

- Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur. Edgar Morin. Éditions du Seuil.

- L'éducation, un trésor est caché dedans. Jacques Delors ; UNESCO

- Les temps nouveaux. Michel Serres

- L'envers du tableau. Quelle pédagogie pour quelle école ? Philippe Meirieu.ESF

- Deux voix pour une école. Philippe Meirieu et Xavier Darcos. Desclée de Brouwer

Sans oublier : André Giordan, Evelyne Charmeux, Guy Georges, Odette Bassis, François Jarraud, Emmanuel Davidenkoff, Guy Fortier, Guy Robillart, Claude Pair, Pascal Bouchard, Jean Foucambert, Jacques Vernier, Hélène Trocmé Fabre, Jean-Louis Piednoir qui, sans le savoir pour certains et avec leurs divergences constructives, ont contribué à ma propre formation, avec évidemment, ceux cités dans le texte.